

Création d'emploi

Une voix: C'est un néo-démocrate!

M. Tobin: Il sourit plaisamment. Il se dit: «Il y a moyen de faire des promesses et d'accorder des douceurs. Ils sont assez stupides pour me croire. Peut-être cela m'apportera-t-il une voix ou deux». C'est un sot. Les gens ne sont pas aussi stupides.

Permettez-moi, Votre Honneur, de vous parler des programmes que nous avons lancés. Dans ma circonscription située au nord de Terre-Neuve, trois ou quatre grands projets de construction de petites embarcations. Que s'est-il passé? Mon ministre, celui des Pêches et des Océans, et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ont collaboré. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a fourni les fonds pour la main-d'œuvre; quant à celui des Pêches et des Océans, il a fourni les crédits pour l'achat du matériel. Dans le cadre de ces projets, des bassins ont été construits qui sont revenus à \$150,000 peut-être, alors qu'ils auraient coûté au moins de \$300,000 à \$400,000 si leur réalisation avait été confiée à des entrepreneurs. Si le parti conservateur voulait supprimer ce programme, c'est parce qu'il aurait ainsi pu donner un contrat à un ou deux de ces petits amis.

Une voix: Qu'est-ce qu'ils ont fait en 20 ans?

M. Tobin: Ces programmes ont aidé les pêcheurs qui ont eu une saison désastreuse. Ils vont pouvoir passer l'hiver dignement et recevoir de vrais chèques de paie et non pas des paiements de l'assistance sociale. Ces gens, messieurs les députés, sont des gens fiers.

Vous pouvez prendre n'importe quel exemple, n'importe quelle circonscription rurale. Je connais davantage les provinces de l'Atlantique, qu'il s'agisse du Cap Breton, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse ou de Terre-Neuve. La dignité, n'est-ce pas ce qu'il y a de plus important dans la vie? Le gouvernement a rendu à ces gens leur dignité dont les avait privé le dernier et fugace gouvernement conservateur.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Les secteurs couverts par les projets de développement communautaire relevant de Canada au travail sont généralement en rapport étroit avec les priorités des ministères fédéraux. Dans certains cas, ceux-ci encouragent les organismes locaux à soumettre des projets valables auxquels ils offrent des conseils techniques et leur aide.

Si vous me le permettez, je vous donnerai un autre exemple. Il y a quelques jours, à Stephenville, ville située dans ma circonscription, un groupe m'a appelé pour me dire qu'il venait le lendemain pour rencontrer tel et tel ministre, car ils avaient une idée intéressante à soumettre. Ces gens sont tout à fait sérieux, posés et intelligents. Ils m'ont dit qu'ils avaient une idée qui devrait marcher et qui permettrait d'employer des handicapés qui, de cette façon retrouveraient, après de longues années, la fierté de posséder un emploi. Ils nous ont seulement prévenus la veille.

Je suis fier de dire que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ainsi que le secrétaire d'État (M. Regan) les ont rencontrés le lendemain. Ils ont quitté Ottawa avec un programme. Ils vont offrir un emploi à plusieurs habitants de

cette ville qui n'ont peut-être pas eu la chance depuis des années d'en avoir un. Ces gens ont été laissés pour compte. Nous avons trop souvent oublié les handicapés. Ils vont pouvoir éprouver la fierté que l'on ressent à travailler. Ce sont ces gens auxquels ces programmes s'adressent et qu'ils essaient d'atteindre. Ils pourront également avoir leur mot à dire.

Tant dans les régions de l'Atlantique que du Pacifique, près d'un demi million de dollars du crédit du programme de développement communautaire ont été consacrés à l'expansion et à l'amélioration de la pêche au saumon, à la préservation et au maintien des stocks, et même à leur croissance.

Plus de 8 millions de dollars de ce même crédit ont été engagés l'année dernière dans des projets destinés à favoriser le tourisme dans bon nombre de nos régions. Quelque 26.8 millions de dollars sont allés à des projets de rénovation et de construction d'installations dans les collectivités.

Je le répète, car beaucoup de députés ne s'en rendent pas compte, je puis vous citer des cas un peu partout au Canada, et j'en connais bien un ou deux dans ma circonscription, de personnes vivant dans des villages vieux de 150, 160 ou 200 ans, qui, ce programme aidant, ont entrepris au pic et à la pelle, peut-être pour la première fois dans leur vie, d'installer, avec une grande détermination et à la sueur de leur front, une conduite d'eau. Toutes les personnes ici présentes acceptent probablement l'eau courante comme une chose normale. Il suffit d'ouvrir le robinet, et l'eau coule. Voilà le type de miracle, oui, je dis bien miracle, qui peut se produire quand on permet aux gens de se prendre en charge. Voilà ce qui peut se produire quand on s'abstient de leur dire qu'en tout temps, et n'importe où, nous pouvons arriver à la rescousse et accorder à une entreprise de construction un contrat de plusieurs millions de dollars pour l'installation de l'eau courante; quand on ne suscite pas chez les gens des aspirations peu réalistes comme celles des néo-démocrates et quand, avant d'intervenir, on invite les gens à se débrouiller tout seuls, car c'est ce qu'ils préfèrent. Voilà ce que donnent des programmes de qualité. C'est peut-être un miracle que d'avoir l'eau courante dans des localités qui en ont été démunies des années durant. Je ressens de la fierté devant ce genre de choses. C'est là la responsabilité des gouvernements provinciaux. A Terre-Neuve, c'est celle du gouvernement provincial conservateur. Toutefois, si ces programmes fédéraux n'existaient pas, certaines localités n'auraient même pas l'eau courante, service élémentaire.

Mon temps de parole est presque écoulé et je voudrais donc terminer en rappelant ceci: pas un seul député de ce côté-ci de la Chambre, pas un seul député du gouvernement, monsieur l'Orateur, ne veut jouer des jeux. Nous ne cherchons pas à bernier les gens. Nous reconnaissons que de nos jours, beaucoup de Canadiens éprouvent de sérieuses difficultés. Il nous faut le reconnaître. C'est un fait. Toutefois, nous sommes décidés à accomplir notre devoir dans ces circonstances avec un grand sens des responsabilités. Nous ne sommes pas disposés à être des mystificateurs ou des prophètes de malheur. Nous ne sommes pas disposés, comme le gouvernement conservateur l'aurait voulu, à équilibrer notre budget aux dépens des Canadiens les plus nécessiteux.